



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/48/21  
1<sup>er</sup> mars 2006

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Quarante-huitième réunion  
Montréal, 3 – 7 avril 2006

**PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD DE L'ANNÉE 2006**

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUD demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 517 000 \$US, plus 38 775 \$US de frais d'appui d'agence pour son Programme de travail de 2006.
2. Les activités proposées dans le programme de travail du PNUD sont présentées dans le tableau 1, ci-dessous :

Tableau 1: Programme de travail du PNUD

Pays	Activité/Projet	Montant demandé \$US	Montant recommandé \$US
<b>SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE</b>			
<b>A1. Préparation de projets de plans de gestion de l'élimination finale dans 14 pays à faible volume de consommation:</b>			
Tchad	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Congo	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Costa Rica	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	30 000	30 000
Djibouti	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Salvador	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	30 000	30 000
Gabon	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Guyane	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	15 000	15 000
Mali	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Mauritanie	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Maldives	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Niger	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Rwanda	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Sierra Leone	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Togo	Fonds pour la préparation d'un projet de plan de gestion de l'élimination finale dans le secteur de l'entretien	12 000	12 000
Total partiel pour la préparation de projets :		207 000	207 000
<b>A2. Préparation de projet:</b>			
Brésil	Fonds pour la préparation du projet sur les solvants, agents de transformation	50 000	50 000
Total partiel pour la préparation de projet:		50 000	50 000
<b>A3. Projet de renouvellement du renforcement des institutions</b>			
		<b>Tonnes PAO</b>	
Nigeria	Projet de renouvellement du renforcement des institutions: phase IV	21,5	260 000
Total partiel pour le projet de renforcement des institutions :		260 000	260 000
Total partiel		517 000	517 000
Coûts d'appui des agences (7,5 pour cent pour la préparation de projets, le renforcement des institutions et les autres activités de plus de 250 000 \$US, et 9 pour cent pour les autres activités de moins de 250 000 \$US)		38 775	38 775
Total:		555 775	555 775

## SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

### A1: Préparation de plans de gestion de l'élimination finale dans 14 pays à faible volume de consommation

#### Description du projet

3. Le PNUD demande le financement pour la préparation de plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) dans les 14 pays suivants; Tchad, Congo, Costa Rica, El Salvador, Djibouti, Gabon, Guyane, Mali, Mauritanie, Maldives, Niger, Rwanda, Sierra Leone et Togo. Les activités de préparation de 12 projets de pays sont actuellement mises en œuvre avec la collaboration du PNUE, et le financement de la préparation de projet disponible en vertu de la décision 45/54 est scindé. En ce qui concerne le Costa Rica et le Salvador, le PNUD seul assurera la préparation des projets

#### Observations et recommandation du Secrétariat du Fonds

4. Les 14 demandes sont conformes à la décision 45/54 et respectent les limites de financement qui y sont spécifiées. L'approbation globale de toutes les propositions est recommandée, aux niveaux de financement indiqués dans le Tableau 1, à condition qu'il soit demandé au PNUD de prendre en compte, lors de l'élaboration et de la poursuite de la mise en œuvre des PGEF, de la décision 47/10 e) concernant l'inclusion dans les systèmes de permis de réglementations sur les importations de bromure de méthyle, de tétrachlorure de carbone et/ou de 1,1,1-trichloroéthane, ainsi que des CFC.

### A2: Préparation du projet

#### Brésil : Préparation du projet pour les secteurs des solvants et des agents de transformation

#### Description du projet

5. Le PNUD a demandé 50 000 \$US pour la préparation d'un projet relatif à l'étude de la consommation de CTC dans les secteurs des solvants et des agents de transformation au Brésil.

#### Observations et recommandations du Secrétariat

6. Le Comité exécutif a antérieurement approuvé des financements pour le Brésil dans ces secteurs à la 33<sup>e</sup> réunion (ONUDI, 30 000 \$US), à la 36<sup>e</sup> réunion (Banque mondiale, 50 000 \$US) et à la 42<sup>e</sup> réunion (PNUD, 32 000 \$US). Les activités de l'ONUDI et de la Banque mondiale ont été par la suite annulées et les soldes de financement ont été retournés. Le PNUD a fait savoir que l'activité de préparation de projet commencée par la Banque mondiale est actuellement utilisée par le PNUD comme base pour l'élaboration d'un plan sectoriel pour l'examen de toutes les utilisations réglementées restantes de CTC au Brésil. Notant les utilisations additionnelles de CTC comme agent de transformation confirmées par les Parties à la 17<sup>e</sup> réunion, ainsi que celles approuvées provisoirement en vue de la confirmation ultérieure à la 19<sup>e</sup> réunion, un travail de préparation supplémentaire est nécessaire dans ce domaine, pour

s'assurer que le CTC n'est pas en train d'être utilisé pour d'autres applications. Le PNUD a insisté sur le fait que la proposition porte sur un plan sectoriel complet qui devrait :

- Identifier les autres entreprises qui seraient en train de produire le CTC sous forme de dérivé;
- Identifier dans le pays, toutes les autres applications du CTC utilisé comme agent de transformation, y compris dans le secteur pharmaceutique où il n'a pas encore été possible d'obtenir des informations;
- Identifier toutes les autres utilisations comme solvants ou consommables de laboratoire.

7. Le Secrétariat recommande l'approbation globale de l'activité, au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1.

**A3: Projet de renouvellement du renforcement des institutions**

(a)	Nigeria (phase IV)	260 000 \$US
-----	--------------------	--------------

**Description du projet**

8. La description du projet de renforcement des institutions est fournie à l'Annexe I au présent document.

**Observations du Secrétariat du Fonds**

9. Le niveau de financement pour le projet de renouvellement du renforcement des institutions a été décidé par le Secrétariat du Fonds et le PNUD

**Recommandation du Secrétariat du Fonds**

10 Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale du projet susvisé, au niveau de financement indiqué dans le Tableau 1. Le Comité exécutif souhaite également adresser au Gouvernement du Nigeria les observations suivantes :

“Le Comité exécutif a examiné le rapport final accompagnant la demande de renouvellement du projet renforcement des institutions du Nigeria et prend note avec reconnaissance des progrès réalisés par le Bureau national de l'Ozone du Nigeria au cours de la mise en œuvre de la troisième phase. En particulier, le Comité exécutif prend note des progrès accomplis pour réaliser selon l'échéancier prévu l'objectif de réduction de 50% de la consommation de CFC en 2005, ratifier l'Amendement de Beijing et mettre en œuvre des projets d'élimination dans les principaux secteurs de consommation des SAO. Le Comité exécutif encourage le Gouvernement du Nigeria à mettre en application, le plus tôt possible, sa législation sur les SAO, afin de renforcer les mesures de contrôle sur les SAO dans le pays et assurer le respect des exigences du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif espère que le Nigeria poursuivra avec un succès retentissant les objectifs décrits dans la prochaine phase du projet de renforcement des institutions, ce qui lui permettra de remplir à temps, toutes ses obligations en vertu du Protocole de Montréal ».

## Annexe I

### PROPOSITION DE PROJET DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

#### Nigeria: Renouvellement du renforcement des institutions

<b>Sommaire du projet et profil du pays</b>		
Agence d'exécution		PNUD
Montant initialement approuvé		
	Phase I: mars 1993	300 000 US \$
	Phase II: juillet 2001	200 000 US \$
	Phase III: juillet 2003	260 000 US \$
	<b>Total</b>	<b>760 000 \$US</b>
Montant demandé pour le renouvellement de la Phase IV (US \$)		260 000
Montant recommandé pour approbation de la Phase IV (US \$)		260 000
Coûts d'appui d'agence (US \$)		19 500
Coût total de la phase IV du renforcement des institutions pour le Fonds multilatéral (US \$)		279 500
Quantité correspondante de CFC éliminée en vertu du renforcement des institutions Phase IV au coût de 12,1 \$US/kg (tonnes PAO)		21,50
Date d'approbation du programme de pays		Juillet 1997
Consommation totale de SAO rapportée dans le programme de pays (1996) (tonnes PAO)		1 680,10
Plus récente consommation de SAO rapportée (2004)		2 533,54
Consommation de référence des substances réglementées (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC) (moyenne 1995-1997)		3 650
b) Groupe II de l'annexe A (halons) (moyenne 1995-1997)		285,30
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone) (moyenne 1998-2000)		152,75
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme) (moyenne 1998-2000)		32,86
e) Annexe E (bromure de méthyle) (moyenne 1995-1998)		2,84
Consommation la plus récente de substances réglementées (tonnes PAO)		
a) Groupe I de l'annexe A (CFC)		2 116,09
b) Groupe II de l'annexe A (halons)		151
c) Groupe II de l'annexe B (tétrachlorure de carbone)		166,58
d) Groupe III de l'annexe B (méthyle chloroforme)		31,30
e) Groupe I de l'annexe C (HCFC)		66,82
f) Annexe E (bromure de méthyle)		1,68
Montant approuvé pour les projets		31 060 283
Montant décaissé (en date de décembre 2004) (US \$):		16 810 631
SAO à éliminer (tonnes PAO)		4,094,10
SAO éliminées (en date de décembre 2004) (tonnes PAO)		2 014,60

#### 1. Récapitulatif des activités et des fonds approuvés par le Comité exécutif

		<u>\$US</u>
(a)	Préparation du programme de pays	594 878
(b)	Préparation de projet	554 981
(c)	Formation	29 887
(d)	Assistance technique (incluant le renforcement des institutions)	1 720 261
(e)	Projets d'investissement	28 160 276
	<b>Total:</b>	<b>31 060 283</b>

## Rapport périodique

2. Les objectifs détaillés tels que spécifiés dans le Plan d'action de la phase III étaient les suivants:

- a) Éliminer au moins 80% de la consommation des SAO dans le secteur des mousses;
- b) Terminer l'élimination des SAO dans le sous-secteur de la production des équipements de réfrigération;
- c) Élaborer et démarrer la mise en oeuvre du Plan de gestion des frigorigènes (PGF);
- d) Terminer l'élimination des SAO dans le secteur des halons; et
- e) Terminer la mise en application de la réglementation et commencer son application dans le contrôle de la consommation des SAO.

3. Le Nigéria a réalisé la plupart des objectifs fixés. Le travail doit se poursuivre sur la mise au point et l'application de la réglementation, et sur la finalisation de la mise à jour du programme de pays. Il convient de noter les progrès accomplis en vue de la réalisation de 50% de réduction de la consommation de CFC, conformément aux dispositions du Protocole de Montréal, la ratification de l'Amendement de Beijing et la mise en oeuvre des projets d'élimination dans les secteurs des aérosols, des mousses, de la fabrication en réfrigération et des solvants. Plusieurs activités de sensibilisation ont été menées à bien.

## Plan d'action

4. Le principal objectif de la prochaine phase du projet de renforcement des institutions consiste à poursuivre l'élimination des SAO et à continuer à respecter le calendrier d'élimination des SAO du Protocole de Montréal, ainsi que les autres exigences du Protocole. Les principales activités de cette phase consistent notamment à :

- a) Réduire de 90%, la consommation de CFC dans les secteurs des aérosols, des mousses et de la réfrigération, à travers la mise en oeuvre des projets dans le cadre du Plan national d'élimination de CFC;
- b) Réduire de 90%, la consommation de CFC, et de 60% celle de TCA à travers le suivi des projets en cours et à travers les ateliers d'assistance technique;
- c) Réduire/éliminer l'utilisation du bromure de méthyle à travers la mise en oeuvre rapide du projet de 20% de réduction, et l'élaboration du plan d'élimination pour les 80% restants;
- d) Renforcer le mécanisme de contrôle des importations/exportations des SAO, et lutter contre le commerce illicite, à travers l'application de la réglementation

nigériane sur les SAO et la formation des agents des douanes; et

- e) Poursuivre les activités de sensibilisation.





**EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND  
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE  
MONTREAL PROTOCOL  
(48<sup>th</sup> Meeting, 3 - 7 April 2006, Montreal)**

**2006 WORK PROGRAMME  
OF THE  
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**

**Request for Project Preparation and Non-Investment Projects at the  
48<sup>th</sup> Executive Committee Meeting**

**1 March 2006**

## 2006 UNDP WORK PROGRAMME

### 48<sup>th</sup> Executive Committee Meeting (3-7 April 2006, Montreal)

UNDP has submitted its 2006 Business Plan, comprised of both a series of tables and a detailed narrative, for consideration at the 48th Meeting of the Executive Committee. As a complementary submission, this work programme document contains all non-investment and project preparation programmes that are being requested at the 48th Meeting of the Executive Committee. These requests amount to US\$ 517,000 plus US\$ 38,775 of support cost, as elaborated upon below.

#### 1) Extensions for Institutional Strengthening Projects.

Only one extension for Institutional Strengthening is being submitted at the 48<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee:

Country	Title	ODP	Budget	Support Cost	Total
Nigeria	Institutional Strengthening: Phase IV	21.5	260,000	19,500	279,500

A separate document for Nigeria-IS was submitted separately.

#### 2) Requests for Project Preparation (except Refrigeration Servicing Sector).

Nr	Country	Title	Budget	Support Cost	Total incl Support Cost
1	Brazil	PRP for Solvents, Process Agents	50,000	3,750	53,750

With regards to this proposal, it should be noted that previous project preparation funds approved to other agencies had a reduced scope compared to the UNDP proposal. The funds approved to UNIDO were for an individual project, and the funds approved to the World Bank were for a process agent sub-sector plan. The current request for UNDP is a complete CTC sector plan phase out including any use in solvents, any use as process agents and addressing the by product production issues related to chemical companies in the country. For these reasons, the current proposal is much more comprehensive than the earlier ones and requires additional work in areas where the previous approvals did not address. In particular some of the required activities that still need to be addressed are:

- ❖ Identification of additional chemical companies that may be generating CTC as by product.
- ❖ Identification of other CTC process agent applications in the country, in different sectors including pharmaceutical sector, where information has not been obtained yet.
- ❖ Identification of other uses of CTC as solvent or laboratory uses.

### 3) Requests for Project Preparation in the Refrigeration Servicing Sector.

Nr	Country	Title	Budget	Support Cost	Support Cost	Remark
1	Chad	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
2	Congo R	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
3	Costa Rica	PRP for TPMP in the Servicing Sector	30,000	2,250	32,250	
4	Djibouti	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
5	El Salvador	PRP for TPMP in the Servicing Sector	30,000	2,250	32,250	
6	Gabon	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
7	Guyana	PRP for TPMP in the Servicing Sector	15,000	1,125	16,125	With UNEP
8	Mali	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
9	Mauritania	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
10	Moldova	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
11	Niger	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
12	Rwanda	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
13	Sierra Leone	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
14	Togo	PRP for TPMP in the Servicing Sector	12,000	900	12,900	With UNEP
Subtotal PRP-Proposals (Servicing Sector)			207,000	15,525	222,525	